

Lobbying: nouvelles alliances, nouveaux partenariats?

Aujourd'hui, la jungle de l'information explose avec internet et Google. Chacun peut s'approprier le web selon ses besoins et a l'impression de contrôler la situation. Quel rôle peuvent et doivent jouer les professionnels de l'information documentaire dans la société de la connaissance?

Le jeu se complique et la situation devient de plus en plus compétitive avec de nouveaux acteurs, qui ne jouent plus avec les mêmes règles. Depuis Gutenberg, le document écrit avait déjà subi toutes sortes de mutations que le professionnel de l'information avait appris habilement à maîtriser, mais, aujourd'hui, à l'ère du numérique, les technologies et les modes de communication font face à une «r»évolution permanente qui bouleverse notre monde professionnel.

Certains professionnels adoptent alors la politique de l'autruche en se cachant derrière le dernier rempart de pratiques professionnelles dépassées. D'autres «font avec» et continuent d'exceller dans leur sphère professionnelle en vivant cachés, mais souvent, en se voilant la face. D'autres encore, les irréductibles minoritaires du 3e groupe, apprennent à s'organiser en développant de nouvelles compétences, en se remettant en question et en s'adaptant à la transformation constante de la société de la connaissance qui les oblige à évoluer vers de nouveaux processus de communication, en quête de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats.

Même si les spécialistes de l'information ont toujours su globalement s'adapter aux besoins de la société de leur temps, en tant qu'acteurs à part entière, en apprenant à traiter les documents en vue d'une diffusion exhaustive, ils sont désormais aussi confrontés aux nouveaux modes de communication issus des nouvelles technologies. C'est là un sacré défi et nous sommes encore loin d'en avoir mesuré toutes les conséquences.

En principe, les spécialistes de l'information devraient avoir tous les atouts en main: ils ont le savoir-faire nécessaire pour trouver l'information pertinente à valeur ajoutée, pour offrir des services personnalisés sur mesure, pour assister et conseiller efficacement l'utilisateur face à la masse documentaire et pour offrir une garantie d'information précise et fiable. Cependant deux questions s'imposent: 1. *Cette nouvelle dimension professionnelle est-elle connue des usagers et des décideurs politiques?* 2. *Comment transmettre cette nouvelle image professionnelle?*

De leur côté, avec l'avènement de la société de la connaissance, les associations professionnelles ont dû répondre aux demandes de leurs membres. Après leur avoir fourni le soutien technique nécessaire et facilité, par la formation continue, le développement de leurs compétences dans le respect des normes et des standards, elles doivent aujourd'hui consacrer toutes leurs forces à des actions de promotion concrètes et efficaces. De lieux de rencontres et d'échanges d'expériences, elles doivent devenir plus actives au niveau de leur représentation et dans la promotion des nouvelles compétences et des valeurs professionnelles. La BBS suit d'ailleurs parfaitement cette tendance avec la publication d'une excellente page web consacrée au lobbying¹.

Aujourd'hui, la défense des intérêts des milieux documentaires à un niveau local, régional, national et même international est devenue un enjeu prioritaire.

Depuis la publication du *Manuel pour un lobby des bibliothèques suisses* Manuel pour un lobby des bibliothèques suisses = Handbuch für eine Lobby der Schweizer Bibliotheken. – Berne: BBS, 2000, en 2000, les outils de communication des nouvelles technologies n'ont cessé de se diversifier et surtout de se démocratiser. Les professionnels de l'information documentaire doivent apprendre à se positionner sur de nouveaux plans participatifs et envahir de nouveaux espaces virtuels collaboratifs. Cependant, les objectifs restent toujours les mêmes. Ils sont d'ailleurs de plus en plus communs à nos trois professions documentaires, peu importe notre casquette professionnelle: savoir affirmer nos spécificités, faire connaître nos valeurs fondamentales, agir localement en participant activement aux débats professionnels sur le plan régional et international, défendre nos compétences, revendiquer notre position dans la société en jouant notre rôle professionnel, nous intégrer dans la communauté civile en tant qu'experts de l'information et acteurs à part entière de la société de la connaissance.

Il y a huit ans, le manuel du lobby avait été rédigé pour les bibliothécaires, mais l'ancien conseiller national, Peter Tschopp, dans sa préface, en relevait déjà sa transversalité et son universalité. Et aujourd'hui encore, ce manuel garde non seulement toute son actualité mais il pourrait et devrait servir à tous les groupes professionnels liés à la documentation.

Manuel pour un lobby des bibliothèques suisses Table des matières

Introduction

1 Comment mettre en place un réseau d'action?

2 Comment mettre en place une campagne de sensibilisation?

3 Qu'est-ce qu'un bon porte-parole?

4 Comment défendre efficacement nos intérêts auprès des autorités politiques?

5 Aide-mémoire du sympathisant

Repères chronologiques du lobbying associatif

- Code de déontologie [2](#)AAS 1997–BBS 1998
- Manuel du lobby 2000
- Argumentaire pour le lobbying [34](#) 2002
- Conférence pré-sommet de l'IFLA au SMSI [5](#) au Palais des Nations, Genève: *Libraries @the heart of the information society 2003*
- *1re phase du SMSI accueillie par le Gouvernement suisse à Genève. L'IFLA et l'ICA 6 ont partagé un stand 2003*
- Lobby suisse du livre 2004
- Conférence pré-sommet de l'IFLA au SMSI à la Bibliotheca Alexandrina, en Egypte: *Bibliothèques – la société de l'information en action 2005*
- *2e phase du SMSI à Tunis 2005*
- Prise de position de la BBS quant au projet de la LEC7 2005
- Consultation des partis sur le rôle des bibliothèques [8](#) 2007

L'IFLA: une fédération mondiale en mutation ou le lobbying en marche

– Depuis 2001, les présidents élus de l'IFLA (Christine Deschamps, France; Kay Raseroka, Bostwana; Alex Byrne, Australie; Claudia Lux, Allemagne) ont tous intégré les enjeux d'un lobbying actif dans leurs priorités présidentielles en devenant des avocats de la défense des valeurs professionnelles.

– L'IFLA s'est positionnée clairement en tant qu'ONG représentant une des plus grandes fédérations professionnelles mondiales au moyen de prises de positions claires, de déclarations et de manifestes face aux nouveaux enjeux de la société de l'information⁹. Dans la foulée des travaux autour du SMSI largement initié par un groupe de bibliothécaires suisses du SLIR10, IFLA a reçu 1 million d' US\$ en août 2007 pour combler le fossé numérique avec les pays du Sud.

- Il est d'ailleurs significatif de constater que la nouvelle Secrétaire Générale de l'IFLA qui vient d'être nommée au quartier général à La Haye, Jennefer Nicholson, est une spécialiste expérimentée du lobbying et des relations publiques, après avoir été active à l'échelon supérieur de l'ALIA (Australian Library and Information Association), qu'elle a fortement restructurée et réorganisée pendant son mandat.

Les bibliothécaires suisses et le SMSI

Je ne reviendrai pas sur l'origine de nos actions avec l'IFLA pour impliquer les bibliothèques dans le processus du SMSI grâce à notre petit groupe de pression, si ce n'est pour mentionner que ce fut l'occasion de démarrer une formidable action internationale de lobbying, qui devrait se poursuivre jusqu'en 2015 pour assurer le suivi et mettre en application les principes adoptés à Genève en décembre 2003. Ces actions ainsi que l'analyse détaillée des enjeux ont été largement décrites à plusieurs reprises par Danielle Mincio^{Mincio, Danielle. – En quoi le SMSI peut être utile au développement des bibliothèques. In: Ressi, n° 5, mars 2007. A consulter en ligne: http://campus.hesge.ch/ressi/Numero_5_mars2007/articles/HTML/RESSI_031_DM_SMSI.htm et Jean-Philippe Accart⁶.}

Cette participation active de l'IFLA a débouché sur des résultats concrets et tangibles qu'il me paraît important de rappeler parce que cet exemple international devrait servir de modèle à toute action de lobbying à tous les niveaux de la défense professionnelle, de la bibliothèque communale au centre d'information d'une entreprise, soit:

- assurer la reconnaissance du rôle des bibliothèques dans les documents fondamentaux
- attirer l'attention des autorités de tutelle sur le rôle que jouent effectivement les bibliothèques dans la société de l'information
- fournir aux bibliothécaires tous les outils nécessaires pour effectuer le meilleur lobbying possible

Pourquoi se mobiliser et construire un véritable réseau de défense professionnelle?

- Comment faire comprendre à nos usagers académiques la valeur de nos ressources en ligne quand ils sont convaincus qu'il leur suffit d'utiliser Google?
- Comment démontrer l'expertise apportée par les spécialistes de l'information dans les entreprises alors qu'il suffit d'un clic de souris pour être inondé d'informations?
- Comment faire passer le message que ce sont justement les professionnels I+D qui sont capables de trouver rapidement l'information à grande valeur ajoutée, fiable, précise et pertinente?

Comme le relevait Alexandre Boder^{Boder, Alexandre. – Information literacy = Computer literacy? In: *arbido* print, n° 4, 2007.} dans son récent article sur l'alphabétisation numérique dans notre profession, le fossé numérique existe même dans nos professions. J'adhère entièrement à son propos quand il affirme qu'«il est essentiel de ne pas confondre information et informatique – même documentaire». Trop d'erreurs ont été commises à ce niveau et elles engendrent un affaiblissement de notre action.

En 1999, dans un article écrit pour *arbido*^{McAdam, Daisy. – Le bibliothécaire d'aujourd'hui, un acteur dans la société de son temps: quels devoirs et quels droits? In: *arbido*, n° 9, 1999.}, je constatais déjà un réel gaspillage des compétences en raison du manque de reconnaissance des bibliothécaires par la société parce que trop peu nombreux et sous-représentés sur la scène politique.

Alors que bon nombre de pays fondent leur politique de l'information sur la Déclaration de principes et le Plan d'action adoptés par le SMSI à mettre en œuvre d'ici à 2015, la Suisse officielle reste discrète sur le rôle joué par les bibliothèques dans la diffusion du savoir, et préfère privilégier le seul aspect patrimonial par la numérisation en vue de la diffusion, au détriment de la conservation.

Quelques réussites

- L'action des bibliothécaires suisses pour le suivi du SMSI qui se concrétise de manière permanente en tant que groupe de travail IFLA jusqu'à l'aboutissement des travaux en 2015

- A l'Université de Genève, la poursuite du rêve d'une plus grande visibilité des bibliothèques et la défense d'enjeux essentiels comme la mise en place d'une véritable politique institutionnelle pour la maîtrise de l'information (Information Literacy) et l'archivage documentaire en accès ouvert
- L'intégration dans le cursus académique en SES^{SES: Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève.}, à Genève, de la formation à distance CALIS développée par des bibliothécaires grâce aux subventions du Swiss Virtual Campus (partenariat HEG-SES-HEC Lausanne)
- Le réseau BibliOpass qui regroupe 600 bibliothèques à travers la Suisse avec une seule et unique carte de lecteur
- Quelques actions localisées: GRBV, AGBD, bibliothécaires scolaires genevois, etc. (reconnaissance de revendications salariales et d'adaptations des cahiers des charges)
- Et la cerise sur le gâteau: en 2007, la déléguée suisse Danielle Mincio est élue au Conseil exécutif de l'IFLA

Quelques ombres au tableau

L'incertitude du débouché des négociations de l'OMC^{OMC (Organisation mondiale du commerce):} Position de l'IFLA sur les négociations du Traité de l'OMC. A consulter: <http://www.ifla.org/III/clm/p1...> sur les services publics, les tensions et l'énergie déployée dans les rapports avec les principaux éditeurs scientifiques représentent de sérieux handicaps et créent un climat de doutes et d'incertitudes auquel sont sensibles de nombreux professionnels.

Plus près de nous, les récents développements du débat autour de la nouvelle dénomination des AID dépourvue de toute substance augmenteront encore la confusion dans les esprits des employeurs.

En effet, en Suisse romande, c'est bel et bien la HEG-ID qui forme au niveau du bachelor des gestionnaires de l'information documentaire, et en Suisse allemande, l'ASD dans ses pages web en langue française considère ses membres, soit les documentalistes, comme des gestionnaires de l'information ...

Quelles valeurs professionnelles?

Dans le cadre de notre action, dans la mouvance du débat, puis du suivi du Sommet mondial pour la société de l'information, nous avons pu constater à quel point la société civile gagnait du terrain et parvenait non seulement à se faire respecter mais même à se faire entendre en imposant progressivement ses propres règles d'une gestion plus participative. Dans cet ordre d'idées, en tant qu'acteurs de cette société civile, il y a de nombreuses alliances à trouver avec des intérêts et des valeurs communes, dans les métiers voisins ou des organisations thématiques parallèles.

Nos valeurs de base sont essentielles dans la société civile d'aujourd'hui: l'information globale considérée comme bien collectif, la bibliothèque comme lieu d'accueil pour tous ainsi que la garantie fondamentale d'un accès démocratique au savoir.

Il suffit d'ailleurs de reprendre et de rappeler les sept points revendiqués dans l'argumentaire pour le lobbying de la BBS et détaillés dans le document en principes et en actions.

1. Les bibliothèques sont un point d'accès à l'information pour tous
2. Les bibliothèques garantissent le droit à l'information, la liberté d'expression, une information de qualité et la confidentialité
3. Les bibliothèques garantissent le multiculturalisme et le multilinguisme
4. Les bibliothèques veillent en matière de propriété intellectuelle dans la préservation des droits
5. Les bibliothèques sont des lieux de formation
6. Les bibliothèques numérisent les données du patrimoine culturel et de l'information scientifique
7. Les bibliothèques contribuent à leur niveau au développement durable

Développer ensemble une vision pour demain

Avec l'émergence de la société civile dans le paysage politique et l'évolution de nouveaux modes de communication au moyen de technologies galopantes, le terrain devient plus favorable et plus propice au lobbying.

Comme nous sommes les experts de l'information, c'est à ce titre que nous pouvons et devons nous exprimer en nous faisant entendre des femmes et hommes politiques de bonne volonté qui cherchent simplement à se faire la meilleure opinion possible.

arbido symbolise déjà une tentative de regroupement de nos trois secteurs professionnels. Cherchons donc à voir ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous sépare et visons des actions concrètes. A l'instar du modèle britannique du MLA **MLA: The Museums, Libraries and Archives Council**. **A consulter:** [7](#), le lobbying professionnel pourrait être un véritable point de départ.

Conclusion

Il nous faut apprendre à nous vendre et surtout commencer par effectuer un important travail sur l'image qu'ont les «autres» de nos professions. Avec une stratégie annuelle et un plan d'action efficace, nous devrions y parvenir en nous basant sur le modèle mis en pratique par Claudia Lux, l'actuelle présidente allemande de l'IFLA (2007– 2009), avec son programme «Libraries on the agenda» **Lux, Claudia. – Initialpapier für die Diskussion des Präsidenschaftsthemas 2007–2009 «Bibliotheken auf die Tagesordnung!»:** [8](#) en devenant véritablement des interlocuteurs privilégiés.

Osons par exemple confirmer l'impact économique en affirmant que les bibliothèques rapportent plus qu'elles ne coûtent et que leur retour sur investissement peut s'évaluer à un rendement de 1 pour 4 **Plusieurs études abondent dans ce sens. A titre d'exemple, la communication de Svanhild Aabo présentée au 71e Congrès IFLA, à Oslo, en 2005, disponible en ligne:** [9](#).

Ma recommandation sera brève: il faut parvenir à exploiter nos ressources en les actualisant dans l'intérêt collectif de nos trois professions. Il est en effet grand temps de passer tous ensemble à la vitesse supérieure. Commençons par mettre gratuitement en ligne, sur nos sites web, une version allégée du *Manuel pour un lobby* sous la forme pratique d'un bac à outils (*toolkit*). Ce serait là une véritable promotion de nos savoir-faire en adéquation avec les différents profils de nos institutions, représentative de la multiplicité des compétences des bibliothécaires, des documentalistes et des archivistes.

1 A consulter: http://www.bbs.ch/xml_1/internet/fr/application/d54/f171.cfm

2 AAS: <http://vsa-aas.org/index.php?i...> BBS: <http://www.bbs.ch/documents/deontologie.pdf>

3 Argumentaire pour le lobbying:

4 http://www.bbs.ch/documents/SMSI_Prise_de_position_version_final.pdf

5 SMSI: Sommet mondial pour la société de l'information.

6 Site personnel de Jean-Philippe Accart: <http://www.jpaccart.ch/>.

7 <http://www.mla.gov.uk/>.

8 <http://www.ifla.org/IV/ifla72/...>

9 <http://www.ifla.org/III/wsis/A...>



Daisy McAdam

Directrice de bibliothéque, Université de Genève

Abstract

Deutsch

Das Personal aus dem Bereich Bibliotheken und Dokumentation steht vor neuen Aufgaben. Während einige den Kopf in den Sand stecken und am Alten festhalten, haben andere die Zeichen der Zeit erkannt und erwerben neue Kompetenzen. Die neuen Kompetenzen ergeben schlussendlich ein neues Berufsbild. Lobbying ist wichtig, um dieses neue Image bei den Nutzern und politischen Entscheidungsträgern zu verankern. Konkrete Lobbyarbeit muss auf allen Ebenen (regional, national, international) geleistet werden. Für diese Arbeit braucht es ein Zusammenrücken, die diversen Vereinigungen müssen sich neue (auch virtuelle) Räume schaffen, in denen sie sich treffen und Strategien entwickeln können.

Der Internationale Verband der bibliothekarischen Vereine und Institutionen IFLA vertritt eine klare und markante Position, er stärkt die Rolle des Berufsstandes auf internationaler Ebene. Am Weltgipfel über die Informationsgesellschaft (SMSI) konnte die Schweizer Delegation ihre Anliegen einbringen.

Der SMSI kann mit der bis 2015 ausgearbeiteten Roadmap durchaus etwas bewegen. Die Aktionen der Schweiz sind zurzeit diskret und beschränken sich auf den Aspekt Erhaltung von wertvollen Kulturgütern. Es gilt, neue Allianzen zu finden. Information ist ein Gemeingut, der Zugang zu ihr muss demokratischen Grundregeln folgen, es gilt das Prinzip der freien Meinungsäußerung. *ar bi do* symbolisiert bereits den Versuch, die drei Berufssparten neu zu formieren, einander näherzubringen. Die Frage muss lauten: Was haben wir gemeinsam? – nicht: Was trennt uns?

Wir müssen lernen, uns zu verkaufen, eine Jahresstrategie, einen Handlungsplan erarbeiten. Wir müssen die Ressourcen unserer drei Berufssparten nutzen und zusätzlich einen Gang höherschalten. Eine abgespeckte Version des Handbuchs für eine Lobby der Schweizer Bibliotheken sollte allen gratis online zur Verfügung stehen, mitsamt einem Lobbying-Toolkit, das alle für ihre Zwecke nutzen können.